



Cadre de
programmation-pays de l'ACDI
pour l'**INDONÉSIE**
2005-2009



© ACDI/Nancy Durrell McKenna

**Cadre de
programmation-pays de l'ACDI
pour l'**INDONÉSIE**
2005-2009**

Agence canadienne de développement international (ACDI)

200, promenade du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0G4
Canada

Téléphone :

(819) 997-5006 1 800 230-6349 (sans frais)

Ligne pour les malentendants et les personnes
ayant des difficultés d'élocution :

(819) 953-5023 1 800 331-5018 (sans frais)

Télécopieur : (819) 953-6088

Site Web : www.acdi.gc.ca

Courriel : info@acdi-cida.gc.ca

Septembre 2005

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2005

N° de catalogue CD4-17/2004F-PDF

ISBN 0-662-77801-4

Photo de la page couverture : © Claude Garneau

Imprimé au Canada



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
POURQUOI L'INDONÉSIE ?	6
CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT	7
La situation	7
Le tsunami de 2004	8
La transition vers la démocratie	9
L'économie	13
La gestion des ressources naturelles	14
La croissance économique et le rôle des petites entreprises	14
CE QUE FAIT L'ACDI	15
À Sulawesi	15
<i>Amélioration de la gouvernance locale</i>	15
<i>Croissance du secteur des petites entreprises</i>	16
<i>Utilisation durable des ressources naturelles</i>	17
À Aceh	17
<i>Amélioration de la gouvernance</i>	17
<i>Rétablissement des moyens de subsistance</i>	18
L'égalité entre les sexes fait partie intégrante des deux programmes	18
CONCLUSION	22



© ACDI/Pat Morrow

INTRODUCTION

La crise économique dans laquelle l'Indonésie s'est enfoncée en 1997-1998, l'une des plus graves de l'histoire économique mondiale, a entraîné la chute du président Suharto et conduit le pays à effectuer une transition majeure vers la démocratie. Toutefois, la crise a également révélé l'ampleur et la complexité du problème de la pauvreté en Indonésie, qui avait été occulté par les retombées de la croissance économique au cours des années précédentes. Un autre fait marquant de son histoire s'est produit le 26 décembre 2004, lorsqu'un tremblement de terre survenu au fond de l'océan Indien provoque un tsunami qui frappe durement l'Indonésie. Dévastant le Nord-Ouest du pays, le sinistre a fauché la vie d'un nombre considérable de personnes et détruit leurs moyens de subsistance, laissant dans son sillage des besoins immenses en matière d'aide humanitaire et de reconstruction qui prendront de nombreuses années à combler.

Ces deux défis — les activités soutenues de développement et la reconstruction d'urgence — sont

au cœur même du programme de coopération de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec ses partenaires indonésiens, tel que formulé dans son Cadre de programmation-pays pour 2005-2009.

Un grand nombre de donateurs bilatéraux et multilatéraux viennent en aide à l'Indonésie. Le gouvernement indonésien a préparé dernièrement une stratégie de réduction de la pauvreté comportant à cette fin quatre plans d'action. Le programme de l'ACDI a été conçu en vue de servir de complément aux activités d'autres donateurs et d'appuyer l'Indonésie dans ses efforts pour ouvrir de nouvelles avenues de développement économique, favoriser la prise en charge par les collectivités, renforcer les capacités des administrations locales et des organisations de la société civile (OSC) et assurer l'efficacité et l'équité des mesures de protection sociale mises en place.

Ce programme aidera également l'Indonésie à atteindre les Objectifs de développement du millénaire. Ces objectifs, appuyés tant par le Canada que par l'Indonésie, ont été ratifiés par les Nations Unies en 2000.

Les deux objectifs de l'ACDI consistent à :

- soutenir les efforts de l'Indonésie en vue de réduire sa vulnérabilité à la pauvreté, en mettant l'accent sur trois domaines :
 - l'amélioration de la gouvernance à l'échelon local;
- fournir une aide pertinente et harmonisée à la reconstruction, reposant sur la coordination et axée sur la demande, en mettant l'accent sur deux domaines :
 - la croissance du secteur des petites et moyennes entreprises (PME);
 - l'accès équitable aux ressources naturelles et leur utilisation durable;
- fournir une aide pertinente et harmonisée à la reconstruction, reposant sur la coordination et axée sur la demande, en mettant l'accent sur deux domaines :
 - la gouvernance;
 - le redressement économique et la remise en état de l'environnement.



La question de l'égalité entre les sexes sera au premier plan des activités de développement dans chacun des domaines mentionnés précédemment. En outre, afin de maximiser le rendement de son programme et de faciliter la tâche du gouvernement de l'Indonésie en matière de coordination des donateurs, l'Agence concentrera

surtout son programme bilatéral dans l'île de Sulawesi. L'ACDI harmonisera également son aide en fonction des objectifs de reconstruction du gouvernement de l'Indonésie, en mettant tout en œuvre pour assurer la prise en charge locale et la coordination avec les donateurs dans ses programmes à Aceh et dans le Nord de Sumatra.

APERÇU DU PROGRAMME BILATÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACDI

Concentration géographique : Sulawesi

Objectifs	Résultats escomptés
<p>Améliorer la qualité des services sociaux décentralisés, en particulier dans le secteur de la santé, pour assurer une prestation équitable qui tienne compte de la spécificité des sexes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les administrations locales font preuve d'une plus grande capacité à associer étroitement l'élaboration de politiques, la planification et la préparation de budgets. • Les administrations locales sont davantage en mesure d'élaborer des plans stratégiques et fiscaux. • Le gouvernement central est plus en mesure d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des lignes directrices et des systèmes en vue d'assurer une décentralisation efficace. • Les administrations locales sont capables de planifier la prestation de services de santé et d'en évaluer les résultats. • Les administrations locales peuvent planifier et mettre en œuvre des stratégies de consultation et utiliser les résultats de ces consultations à bon escient. • Les OSC sont plus solides et viables et contribuent à une plus grande participation du public au processus de prise de décisions.
<p>Ouvrir de nouvelles avenues de développement économique pour les hommes et les femmes vulnérables à la pauvreté, par des activités visant la promotion et l'essor du secteur privé, notamment de la PME.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement durable du secteur des PME favorise la création équitable d'emplois plus nombreux et mieux rémunérés. • Des institutions des secteurs public et privé, solidement établies et tenues de rendre des comptes, soutiennent la création de marchés locaux et nationaux concurrentiels et bien organisés pour les PME.
<p>Protéger les modes de subsistance viables et en introduire de nouveaux, en veillant à un accès équitable aux ressources naturelles et à leur gestion durable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les groupes d'intervenants sont plus aptes à passer à l'action dans les grands dossiers intéressant les collectivités de certains bassins versants. • Les intervenants sont davantage en mesure de tirer parti de mécanismes de règlement des différends et de solutions négociées pour assurer la gestion durable, l'accessibilité et le contrôle des ressources naturelles, y compris des terres.

Thème transversal : l'égalité entre les sexes

Tous les projets du programme bilatéral de l'ACDI doivent tenir compte des enjeux relatifs à l'égalité entre les sexes.

APERÇU DE LA STRATÉGIE BILATÉRALE DE RECONSTRUCTION DE L'ACDI

Concentration géographique : Aceh et le Nord de Sumatra

Objectifs	Résultats escomptés
<p>Améliorer la planification et la mise en œuvre des activités de reconstruction et des services sociaux, d'une manière équitable, participative, et tenant compte de la spécificité des sexes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement national a renforcé sa capacité de soutien et de coordination de la reconstruction. • Les administrations locales (de district et provinciales) sont davantage en mesure de planifier et de mener à bien des activités de reconstruction. • Les femmes et les hommes participent davantage à part entière à la planification du relèvement et aux activités de reconstruction. • Les OSC locales ont rétabli et raffermi leur capacité à favoriser et à améliorer une participation publique inclusive. • Les administrations locales (de district et provinciales) sont davantage en mesure de rétablir et d'améliorer la bonne marche des services publics, de manière à en assurer l'équité et à prendre en compte la spécificité des sexes. • Les organisations et les réseaux sont plus aptes à défendre les intérêts d'un programme davantage axé sur la spécificité des sexes.
<p>Rétablir les modes de subsistance viables et en introduire de nouveaux en appuyant les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME) et par la remise en état et l'utilisation durable des ressources naturelles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La capacité des institutions financières est rétablie et renforcée. • Les marchés et les systèmes de marketing sont rétablis et fonctionnent bien. • La capacité des services de développement des entreprises est rétablie et renforcée. • Les MPME ont été rétablies et renforcées grâce à une formation sur l'entrepreneuriat et le perfectionnement des compétences professionnelles. • Les modes de subsistance viables dans les domaines de la foresterie, de la pêche et de l'agriculture ont été rétablis par la formation et le microfinancement. • Les administrations locales, les OSC et les collectivités sont plus en mesure de comprendre et de gérer les écosystèmes de ressources naturelles de façon viable.

Thèmes transversaux : l'égalité entre les sexes et le désamorçage des conflits

Tous les projets de reconstruction de l'ACDI doivent tenir compte des enjeux relatifs à l'égalité entre les sexes. De plus, toutes les activités doivent être non partisans et tirer parti des occasions d'appuyer la paix.

POURQUOI L'INDONÉSIE ?

Dans l'*Énoncé de politique internationale du Canada* d'avril 2005, le gouvernement canadien a retenu l'Indonésie au nombre de ses 25 partenaires en développement. Les graves problèmes de pauvreté qui sévissent en Indonésie, son importance stratégique et sa transition vers la démocratie sous-tendent les activités de l'ACDI. Il importe que l'Indonésie soit un pays fort, stable et prospère, non seulement pour le bien-être de ses habitants, mais aussi pour l'Asie du Sud-Est, pour le Canada et pour le monde entier.

L'Indonésie, qui compte plus de 210 millions d'habitants, se classe au quatrième rang des pays les plus peuplés. Son poids démographique, de même que son potentiel économique, ses ressources minérales, gazières et pétrolières, ses vastes forêts et sa biodiversité en font le pays le plus important du Sud-Est asiatique sur le plan stratégique. En outre, son statut de première nation musulmane au monde, où l'islam et les autres religions cohabitent généralement dans l'harmonie, confirme son importance en ce qui a trait à la sécurité mondiale et à la lutte contre le terrorisme. Pour le Canada, l'Indonésie est un partenaire commercial important, le pays d'Asie du Sud-Est qui accueille le plus d'investissements canadiens.

COUP D'ŒIL SUR L'INDONÉSIE 2003-2004

Capitale : Jakarta
Type de gouvernement : présidentiel, démocratique (depuis 1998)
Dernières élections : 2004
Superficie : 1,9 million km²
Population : 214,7 millions d'habitants
Croissance démographique : 1,3 %
Principales religions : islam (88 %), christianisme (8 %), hindouisme (2 %), autres (2 %)
Espérance de vie : 66,9 ans
Taux de mortalité infantile : 31/1 000
Taux d'alphabétisation : 88,5 %
PIB : 208,3 milliards \$US
Taux de croissance du PIB : 4,1 %
PIB/habitant : 970 \$US
Taux d'inflation : 6,3 %
Total de la dette extérieure : 136,9 milliards \$US
Dette en % du PIB : 65 %

Sources : Banque mondiale et
Banque asiatique de développement



CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT

La situation

À l'exception d'une brève période pendant les années 1950, les Indonésiens n'ont jamais connu la démocratie avant la chute du président Suharto en 1998.

Le général Suharto, qui a remplacé le président fondateur Sukarno après le coup d'État sanglant de 1965, s'est arrogé pratiquement tous les pouvoirs politiques et économiques et les a ingénieusement répartis entre sa famille et ses amis. Il a laissé en héritage une culture politique qui reposait sur l'autorité et l'obéissance aveugle au chef d'État.

Sur le plan économique, la crise financière qu'a connue l'Asie en 1997-1998 a causé la faillite de nombreuses grandes entreprises du pays, et la réputation de celles qui ont réussi à survivre était entachée par les étroites relations qu'elles entretenaient avec Suharto et son parti. À plusieurs égards, sur les plans politique et économique, le pays est reparti de zéro en 1998.

La crise de 1997-1998 a eu plus de répercussions en Indonésie que dans n'importe quel autre pays. En 1998, l'économie a chuté de plus de 13 %, une baisse deux fois plus importante que celle survenue en Thaïlande et en Malaisie. De plus, l'Indonésie est le seul des pays en crise à avoir traversé simultanément des bouleversements politiques. Si ces derniers ont permis d'amorcer la transition vers la démocratie, ils ont également contribué à accroître l'incertitude et ont limité la capacité du gouvernement à réagir à la fois de manière rapide et décisive. En outre, la centralisation des pouvoirs des entreprises et les liens qu'elles entretenaient avec le régime de Suharto, d'une part, et un système bancaire fragile et corrompu, d'autre part, ont décuplé l'ampleur de la chute. Les mesures prises par le gouvernement pour éviter un effondrement total du système bancaire ont coûté l'équivalent de plus de 50 % du produit intérieur brut (PIB).

Bien qu'elle ait réussi à rétablir la stabilité macroéconomique, l'Indonésie a mis plus de temps à se redresser pleinement que ses voisins également touchés par la crise. La situation s'explique par l'ampleur de cette crise, la corruption et l'instabilité du climat des affaires et de l'investissement. Les problèmes ont été amplifiés par un manque de volonté de réforme et des efforts trop timides pour briser le joug des



© ACDI/Nick Westover

intérêts en place. Cela s'est traduit par une croissance relativement faible jusqu'à présent : le PIB est encore de 10 % plus bas qu'en 1997 et les niveaux d'investissement sont toujours inférieurs à ceux d'avant la crise. L'économie croît trop lentement pour intégrer complètement les personnes qui veulent entrer sur le marché du travail. Une partie importante du système bancaire est encore aux mains du gouvernement à la suite des opérations de renflouement, et le système bancaire demeure toujours fragile. Finalement, un petit nombre de privilégiés continue de tirer profit de la croissance, du fait de la concentration soutenue du pouvoir économique. Plus de la moitié de la population demeure ainsi vulnérable à la pauvreté.

C'est dans ce contexte très difficile que l'Indonésie tente de construire une nouvelle démocratie.

Le tsunami de 2004

Le 26 décembre 2004, un tremblement de terre survenu au fond de l'océan Indien a provoqué un tsunami qui est à l'origine d'une des plus grandes tragédies humanitaires en Asie. D'une ampleur catastrophique, elle a fauché plus de 220 000 vies humaines, entraîné le déplacement d'un autre demi-million de personnes et provoqué des dommages s'élevant à 4,5 milliards de dollars américains. Les régions les plus sinistrées sont Aceh et le Nord de Sumatra, sur l'île indonésienne de Sumatra. Des collectivités entières ont été anéanties, environ 300 km de zones côtières ont été sévèrement endommagées jusqu'à une distance pouvant atteindre 6 km à l'intérieur des terres et quantité de demeures, de paysages et d'habitats ont complètement disparu. Une forte proportion des autorités locales au pouvoir

a péri, compromettant sévèrement les efforts de relèvement. Le bilan économique était également désastreux, exacerbant la pauvreté des gens et ayant des répercussions disproportionnelles sur les femmes et les filles. Plus des trois quarts des pertes ont été assumées par le secteur privé, surtout des petits pêcheurs, fermiers et marchands.

La transition vers la démocratie

Les premières élections libres en 40 ans ont eu lieu en 1999. Puis, en 2004, le pays a franchi l'étape la plus audacieuse depuis la chute de

Suharto dans sa transition vers la démocratie : l'élection d'un parlement national, l'instauration d'une chambre haute représentant les régions et la création de parlements régionaux. L'Indonésie a ensuite organisé ses premières élections présidentielles directes. Selon les observateurs internationaux, ces élections se sont déroulées dans un climat de paix exceptionnel, librement, de façon équitable et transparente. Le nouveau président, Susilo Bambang Yudhoyono, s'est engagé en faveur d'une administration ouverte, responsable et transparente, et a commencé à prendre diverses mesures pour réduire la corruption.



APERÇU DE LA CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS EN INDONÉSIE

17 août 1945	L'Indonésie proclame son indépendance à l'égard des Pays-Bas, qui considèrent cette déclaration illégale; la guerre est déclarée.
13 nov. 1945	Sukarno devient président.
27 déc. 1949	Les Pays-Bas reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie.
Septembre 1955	Première élection démocratique en Indonésie, la prochaine n'ayant lieu qu'en 1999.
1963-1965	Conflit armé impliquant la Malaisie et le Commonwealth (période surnommée « les années où l'on vit dangereusement »).
1 ^{er} octobre 1965	L'armée déjoue un supposé coup d'État communiste à la suite duquel des centaines de milliers de personnes sont tuées.
Octobre 1965	Le général Suharto force Sukarno à lui confier la responsabilité de restaurer l'ordre; il devient commandant de l'armée.
11 mars 1966	Sukarno cède par écrit les pouvoirs présidentiels à Suharto.
1966	Le taux d'inflation atteint 640 %, le pays est fortement endetté et n'a plus de réserves en devises étrangères. Suharto confie les politiques économiques à des technocrates formés aux États-Unis.
Mars 1967	Suharto devient officiellement président; début de l'Ordre nouveau.
7 déc. 1975	L'Indonésie envahit le Timor-Oriental, ancienne colonie portugaise.
12 sept. 1984	Événements de Tanjung Priok : des dizaines de personnes sont tuées quand l'armée fait feu sur des manifestants musulmans.
2 juillet 1997	La Thaïlande laisse flotter le baht et demande l'aide du Fonds monétaire international (FMI); début de la crise économique en Asie.
9 décembre 1997	Des rumeurs concernant la santé de Suharto font chuter la rupiah, déjà faible.
12 mai 1998	Six étudiants sont tués lors de manifestations contre Suharto; environ 1 200 personnes sont tuées pendant les émeutes.
21 mai 1998	Suharto démissionne; fin de l'Ordre nouveau.
1998	Le PIB par habitant chute de 15 %, les taux de pauvreté doublent, le revenu national brut chute de plus de 50 %, les taux d'intérêt et d'inflation bondissent et la dette nationale dépasse 100 % du PIB.
7 juin 1999	Première élection parlementaire libre depuis 1955; le parti de Megawati Sukarnoputri remporte le plus grand nombre de sièges.
30 août 1999	Lors d'un référendum organisé par l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Timor-Oriental se prononce en faveur de l'indépendance.
20 octobre 1999	Abdurrahman Wahid est élu président par le Parlement; Megawati Sukarnoputri devient vice-présidente.
1 ^{er} janvier 2001	Décentralisation : important transfert de pouvoirs aux administrations locales.
23 juillet 2001	Le Parlement destitue Wahid; Megawati devient présidente.
Août 2002	Le Parlement apporte des changements constitutionnels : les sièges réservés à l'armée sont abolis et les élections présidentielles directes approuvées.
Avril 2004	Élection du Parlement national et des parlements locaux, ainsi que d'un nouveau conseil des représentants régionaux. Il s'agit de la deuxième élection libre consécutive du pays.
Juillet 2004	Premier tour des élections présidentielles directes.
Septembre 2004	Deuxième tour des élections présidentielles directes.
Décembre 2004	Le tsunami provoqué par le séisme dans l'océan Indien frappe Aceh et le Nord du Sumatra, fauchant plus de 220 000 vies humaines.



© ACDI/Nancy Durrell McKenna

APERÇU DE LA PAUVRETÉ

- Avant la crise, la réussite des mesures visant à réduire la pauvreté a occulté le fait que ceux qui avaient réussi à y échapper demeuraient vulnérables sur le plan économique.
- Puis éclate la crise en 1997 : la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar américain par jour est passée de 7,8 % en 1996 à 12 % en 1999.
- La proportion de la population vulnérable à la pauvreté (vivant avec moins de deux dollars américains par jour) est passée de 50,5 % en 1996 à 65,1 % en 1999.
- Dans les villes, le taux de pauvreté élevé est redescendu au niveau d'avant la crise, mais pas dans les régions rurales.
- En milieu rural, les taux de pauvreté absolue sont deux fois plus importants que dans les villes.
- Le taux de mortalité infantile est deux fois plus élevé qu'aux Philippines.
- Le taux de mortalité maternelle est cinq fois plus élevé qu'au Vietnam.
- Les chefs de près de 90 % des ménages pauvres sont analphabètes ou ne sont allés qu'à l'école primaire.
- Des 14 provinces pauvres, 7 d'entre elles se situent dans l'Est de l'Indonésie.
- Les trois quarts des personnes démunies du pays vivent en milieu rural.
- Dans les foyers pauvres en milieu rural, moins de la moitié des revenus proviennent de l'agriculture.
- Il est impératif que les démunis en milieu rural aient accès aux ressources naturelles. Or les deux tiers du territoire sont classés zone forestière, dont la majeure partie est contrôlée par des entreprises privées ou d'État.
- Les différends occasionnés par l'accès aux ressources sont directement ou indirectement à l'origine de nombreux conflits.
- En milieu de travail, le salaire des femmes équivaut environ à 72 % de celui des hommes.
- Le tsunami de 2004 a compromis les moyens de subsistance d'environ 1,8 million de personnes, et plus du tiers de la population touchée risque de s'appauvrir.
- Les femmes, les plus pauvres parmi les démunis, ont subi les plus grandes pertes attribuables au tsunami.



© ACDI/Nick Westover

Après des années de régime autoritaire en Indonésie, la transition vers la démocratie s'est effectuée, comme on pouvait s'y attendre, sous le signe de l'incertitude et de l'instabilité. La société civile a connu un essor, mais la tolérance envers les opinions d'autrui n'est pas encore un acquis dans les débats politiques. La liberté accrue dont jouit la population a également permis à l'islam de prendre plus de place, tant sur la scène politique que dans la société civile. Bien que l'État demeure laïque et que les voix islamiques modérées prédominent, les appuis aux groupes islamistes radicaux, en nombre, ont pris de l'ampleur. De plus, des conflits locaux ont éclaté. Le rôle de l'armée dans la sphère politique a diminué, mais pas encore de façon décisive. Par ailleurs, des questions d'unité nationale continuent à se poser en Papouasie et également à Aceh. Au lendemain du tsunami, les pourparlers de paix ont repris et un certain espoir de solution politique acceptable subsiste.

La décentralisation est l'un des changements les plus fondamentaux survenus dans le pays. Les administrations des villes et des comtés exercent maintenant leur sphère de compétence sur des secteurs comme la santé, l'éducation et la culture, l'agriculture, les investissements, l'environnement ainsi que l'industrie et le commerce. Un nouveau système de répartition des revenus a également été mis en place afin de fournir aux administrations régionales les fonds pour assumer leurs nouvelles responsabilités. En général, ce système répondait aux attentes des régions riches en ressources qui, pendant de nombreuses années, ont vu le gouvernement s'appropriier toutes les richesses. Par contre, les régions plus pauvres se sont plaintes de n'avoir pas suffisamment de fonds pour prendre leurs responsabilités. Bien que les grandes attentes à l'échelon local aient souvent été déçues, l'idée de décentraliser le processus de prise de décisions reçoit néanmoins des appuis généralisés.

À la suite du transfert des pouvoirs, la corruption a pris de l'ampleur et sévit de plus en plus à l'échelon local. Les administrations et les assemblées législatives des districts doivent maintenant rendre compte à la population, mais la transparence et la véritable responsabilisation n'ont pas encore été instaurées.

La démocratie a également entraîné l'essor de la société civile. Même si un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales sont déjà bien établies, il est nécessaire de renforcer la capacité des groupes locaux. Plusieurs ONG régionales sont de faible envergure et ne peuvent représenter que quelques personnes, et un grand nombre d'entre elles fonctionnent avec des moyens très réduits. Par conséquent, leur capacité à responsabiliser les administrations des provinces et des districts est grandement limitée. Même si la plupart des organisations sont animées des meilleures intentions, la société civile n'est pas à l'abri de la corruption.

Les OSC jouent un rôle crucial lorsqu'il faut faire valoir la position de la collectivité auprès du gouvernement. Malheureusement, il arrive souvent que les gouvernements rejettent les avis des groupes communautaires et, par conséquent, de nombreuses ONG et OSC indonésiennes s'attribuent un rôle d'opposition au gouvernement. La coopération entre le gouvernement et la société civile en vue d'assurer le bien commun constitue un important défi en matière de développement.

L'économie

Au cours des dernières années, l'Indonésie a connu une modeste reprise économique et est parvenue à instaurer une certaine stabilité. Le taux de croissance économique annuel est de 3 % à 4 % et le taux d'inflation inférieur à 10 %, ce qui a permis à la banque centrale de réduire les taux d'intérêt. En outre, le niveau d'endettement et le déficit ont chuté. Des progrès ont été réalisés au chapitre des réformes structurelles, particulièrement en ce qui concerne les banques et les ventes d'actifs, ce qui a contribué à une meilleure situation macroéconomique. Une gestion économique prudente et des réformes modérées permettront d'assurer une croissance économique durable mais modeste dans les années à venir.

Le tsunami a eu de graves répercussions sur les modes de subsistance des pêcheurs et des fermiers des provinces d'Aceh et du Nord de Sumatra. Selon les estimations, les dégâts matériels et les pertes économiques s'élèvent à 4,5 milliards de dollars américains, soit 97 % du PIB d'Aceh. Les secteurs les plus ébranlés sont l'habitation, le commerce, l'agriculture, la pêche et les transports. Puisque Aceh contribue seulement environ 4 % à l'économie indonésienne, on s'attend à ce que le PIB du pays diminuera de 0,1 % à 0,2 %.



© ACDI/Pat Morrow

La gestion des ressources naturelles

Grâce à la décentralisation, les administrations locales et les gouvernements provinciaux ont grandement élargi leur sphère de compétence sur les ressources naturelles. En raison de la complexité de la gestion de ces ressources, les administrations locales ont dû renforcer leur capacité pour relever le défi. Dans certains cas, les administrations locales ont exercé leurs nouveaux pouvoirs de manière responsable; dans d'autres, elles se sont servies des ressources pour s'enrichir facilement.

La croissance économique et le rôle des petites entreprises

Le secteur des PME est relativement sous-développé. Les grandes entreprises contribuent environ 60 % au PIB, et les dix familles les plus riches possèdent 60 % des actifs des sociétés. Le secteur public occupe encore une place importante, même dans les domaines comme le commerce de détail, la construction et les activités manufacturières à faible échelle. Par conséquent, les petites entreprises sont confrontées à une pression concurrentielle déloyale exercée par les grandes entreprises influentes. Elles doivent également contourner d'autres obstacles, notamment les monopoles décrétés par le gouvernement et un secteur bancaire qui n'a ni la volonté ni les compétences nécessaires pour consentir des prêts aux petites entreprises. En outre, ces dernières rencontrent les mêmes difficultés que les autres entreprises : corruption, incertitudes juridiques et climat d'investissement défavorable.

Afin de favoriser une croissance de plus grande envergure et une augmentation du nombre d'emplois, il faudra stimuler le secteur des PME. L'augmentation réelle du nombre d'emplois et des revenus dans le pays et, par conséquent, la réduction de la pauvreté, dépendent de l'essor et de la viabilité accrue de ce secteur. Dans le secteur agricole, les efforts consacrés au développement des PME et à la création de débouchés pour les fermes permettront non seulement aux propriétaires d'entreprise et à leurs employés d'augmenter leurs revenus, mais rendront en outre les marchés plus accessibles aux agriculteurs.

CE QUE FAIT L'ACDI

Depuis 1991, le programme bilatéral de l'ACDI a versé plus de 375 millions de dollars à l'Indonésie sous forme d'aide au développement (données du 31 mars 2005). Pour 2005-2006, le budget prévoit des contributions de 23 millions, sans compter le financement des activités de reconstruction. D'autres directions générales de l'ACDI ont soutenu les efforts bilatéraux. La Direction générale des programmes multilatéraux fournit de l'aide par l'intermédiaire de programmes divers, y compris le financement de base accordé aux organisations multilatérales comme la Banque mondiale et les organismes de l'ONU, et réalise des activités importantes dans la lutte contre la tuberculose. La Direction générale du partenariat canadien collabore avec le secteur privé et les organismes bénévoles canadiens.

Tous ces mécanismes d'aide ont travaillé de concert pour venir en aide aux sinistrés du tremblement de terre dans l'océan Indien et du tsunami du 26 décembre 2004. Le Canada est passé rapidement à l'action après le désastre, fournissant des secours d'urgence et élaborant un plan à long terme pour la reconstruction. Le gouvernement du Canada versera 425 millions de dollars sur cinq ans pour contribuer aux activités de secours et de relèvement, dont 130 millions répartis sur quatre ans sont affectés au programme de reconstruction dans les pays touchés, y compris l'Indonésie. Au nombre des activités de secours réalisées par l'ACDI en Indonésie, mentionnons la distribution de matériel pour purifier l'eau et construire des abris, l'approvisionnement en eau, le creusage de puits et l'aménagement d'unités mobiles de traitement d'eau, la distribution de

rations de secours, l'amélioration de l'infrastructure d'adduction d'eau et d'assainissement, la distribution de fournitures médicales, d'articles pour la maison et la cuisson, ainsi qu'une aide visant à réunifier les enfants avec leurs parents.

Le programme d'aide bilatérale de l'ACDI comportera deux grands volets : une aide soutenue au développement à Sulawesi et à la reconstruction à Aceh. Le cadre de programme de l'ACDI intègre Aceh et le Nord de Sumatra à son approche globale. En raison du fait que les besoins relatifs à la reconstruction se prolongeront bien au-delà des quatre années du présent cadre de programme, on prévoit que les activités de reconstruction de l'ACDI seront intégrées au prochain cadre.

À Sulawesi

Le programme à Sulawesi mettra l'accent sur les domaines suivants.

Amélioration de la gouvernance locale

L'accent portera principalement sur le soutien à la décentralisation. Les projets seront réalisés en collaboration avec les institutions gouvernementales aux échelons local et national et seront axés sur la gestion financière, les processus consultatifs et l'offre de services sociaux.

La décentralisation aura des répercussions importantes sur les services de santé primaires. Étant donné que les personnes démunies ont difficilement accès aux services de santé et que le Canada possède de l'expérience et de l'influence dans le

domaine, l'aide visera à aider les administrations locales à mettre sur pied de meilleurs systèmes de soins de santé. Les activités visant à renforcer les capacités aideront les administrations des districts à créer des systèmes pour assurer le suivi des progrès accomplis par rapport aux indicateurs de santé, y compris les Objectifs de développement du millénaire. Grâce à un meilleur suivi, les décisions prises aux échelons national et local quant à l'affectation des fonds seront plus judicieuses. En outre, les administrations locales pourront améliorer l'établissement des budgets et la planification de l'offre de services de santé en faveur des personnes démunies.

Le renforcement nécessaire de la capacité des administrations et des OSC locales à engager un dialogue constructif pour garantir la transparence et la responsabilisation constitue un défi de taille. Il importe également que celles-ci puissent contribuer à un meilleur développement en assurant de manière efficace la prise en charge par la population.

Pour renforcer la société civile, l'accent portera sur les organisations dont les activités contribuent à la décentralisation. Les programmes viseront à accroître davantage la participation du public à la prise de décisions à l'échelon local et à renforcer la capacité des OSC à engager un dialogue avec les gouvernements et à influencer sur la prise de décisions.

Croissance du secteur des petites entreprises

En raison du fort potentiel de création d'emplois dans le secteur des PME, les politiques gouvernementales et les réformes structurelles cherchent à stimuler l'efficacité et la productivité des PME. Il y a également des occasions à saisir pour éliminer les obstacles discriminatoires auxquels se heurte l'entrepreneuriat féminin. Enfin, la décentralisation donne l'occasion aux gouvernements des districts d'instaurer des politiques favorables aux PME.

Le programme comportera une approche à deux volets. Il ciblera les politiques du gouvernement aux échelons national et local ainsi que les services de soutien visant à améliorer la bonne marche des entreprises, tout en veillant spécifiquement à accroître les possibilités offertes aux femmes au sein de la petite entreprise. De nouveaux projets cherchant à créer une conjoncture politique plus favorable aux PME viendront s'ajouter à ceux en cours dans le domaine. Des liens avec les programmes de gestion des ressources naturelles pourront être établis au moyen d'activités ayant pour but d'accroître les possibilités d'affaires des PME dans le secteur agroalimentaire. Il y aurait également lieu d'établir des liens avec le programme d'amélioration de la gouvernance, vu la nécessité pour les gouvernements des districts d'instaurer des politiques visant à soutenir l'essor des PME.



© ACDI/Nick Westover

Utilisation durable des ressources naturelles

Par le passé, la réussite économique de l'Indonésie, fondée largement sur l'exploitation des ressources naturelles, n'a rapporté que très peu d'avantages à la population locale et a même contribué à accentuer la pauvreté en milieu rural. Le gouvernement de l'Indonésie reconnaît l'importance de l'accès aux ressources naturelles et de la prise en charge par les collectivités pour réduire la pauvreté. La décentralisation permet désormais d'appliquer directement ces principes à l'échelon local pour accroître l'accès aux ressources naturelles et favoriser leur exploitation en vue d'augmenter les revenus et d'améliorer les moyens de subsistance des personnes démunies en milieu rural.

Les activités envisagées dans ce volet du programme seront axées sur la sensibilisation et le renforcement des capacités des intervenants locaux en vue de favoriser l'utilisation durable

des ressources naturelles. Elles seront conçues en fonction des bassins versants, conformément aux leçons tirées de l'examen du portefeuille de l'environnement. Les projets seront étroitement liés à l'objectif proposé du programme, qui est d'améliorer la gouvernance à l'échelon local. Les changements dans ce domaine, en particulier la mise en œuvre de mesures de décentralisation (tel le nouveau partage fiscal), auront une grande incidence sur la gestion durable des ressources naturelles.

À Aceh

Le programme à Aceh mettra l'accent sur les domaines suivants.

Amélioration de la gouvernance

L'ACDI collaborera avec ses partenaires nationaux et locaux à la mise en œuvre d'un programme semblable à celui de Sulawesi. À Aceh, où 80 % des membres du personnel des

gouvernements locaux ont perdu la vie, l'accent portera sur le rétablissement, le perfectionnement et le renforcement de la capacité des partenaires nationaux et locaux à offrir des services publics axés sur les pauvres. Une aide sera également consentie aux OSC qui contribuent à la mise en œuvre de la décentralisation, favorisant ainsi une plus grande participation et influence du public à la prise de décisions à l'échelon local. Cette plus grande prédisposition à engager le dialogue avec les gouvernements sera particulièrement importante à l'étape de la reconstruction. En outre, l'ACDI travaillera à l'échelle communautaire pour appuyer les activités de consolidation de la paix.

Rétablissement des modes de subsistance

Les activités de l'ACDI seront à la fois centrées sur l'aide aux entreprises et la remise en état des ressources naturelles dans le cadre d'une approche semblable à celle retenue pour Sulawesi. Dans son programme de reconstruction, l'ACDI visera d'abord et avant tout à rétablir les modes de subsistance que la population a perdus, de manière à assurer des moyens de survie viables, et ce, en fournissant une aide portant sur l'investissement de capitaux, le microcrédit et le développement des marchés. Les activités associées à l'accès équitable aux ressources naturelles et à leur utilisation durable mettront l'accent sur la remise en état des ressources naturelles détruites par le tsunami. Les projets réalisés dans le cadre de ce volet du programme seront étroitement liés à l'importance qu'on accorde à l'amélioration de la gouvernance à l'échelon local.



© ACDI/Nancy Durrell McKenna

L'égalité entre les sexes fait partie intégrante des deux programmes

Il importe de favoriser la prise en charge des femmes dans les sphères politique et économique, en appuyant les OSC qui mettent l'accent sur une participation accrue des femmes à la prise de décisions, à l'élaboration de politiques, à la mise en œuvre de programmes et de projets ainsi qu'au processus électoral. L'aide au renforcement des capacités des gouvernements sera nettement axée sur la question de l'égalité entre les sexes, afin que la planification et la mise en œuvre des



le dossier de l'égalité entre les sexes et de s'assurer que les femmes tirent profit d'un plus grand accès aux ressources naturelles et de leur utilisation durable. Dans le cadre des efforts pour venir en aide aux PME, les nouveaux projets comprendront des approches et des activités particulières abordant des questions d'intérêt pour les femmes, comme la discrimination en milieu de travail et les obstacles que doit surmonter l'entrepreneuriat féminin.

programmes sociaux tiennent davantage compte des besoins des femmes. Il importe également d'effectuer un suivi soutenu des effets de la décentralisation sur l'égalité entre les sexes, particulièrement dans les régions où la religion est susceptible d'influencer la législation. La promotion et l'intégration de l'égalité des femmes dans les programmes des écoles islamiques constituent un autre volet essentiel du programme.

L'aide visant à appuyer la société civile et à favoriser une plus grande participation des femmes au sein des OSC permettra de faire progresser

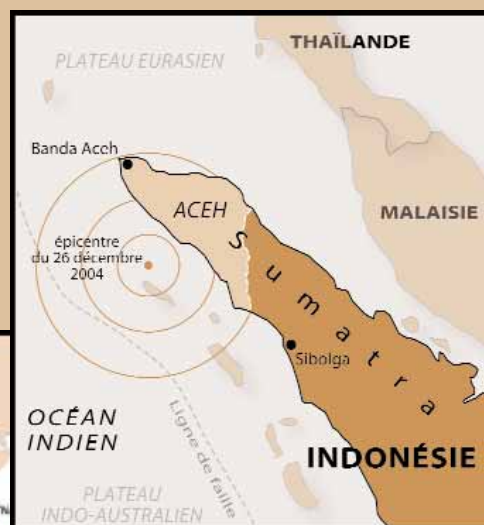
APERÇU D'ACEH

Aceh est située sur la pointe nord de l'île de Sumatra. Elle est administrée comme territoire spécial, ce qui lui confère une plus grande autonomie à l'égard du gouvernement central de Jakarta. Sa capitale et la ville la plus peuplée est Banda Aceh, située le long de la côte près de la pointe nord de Sumatra. Les Acehnais, Gayo et Alas constituent les principaux groupes ethniques, auxquels s'ajoutent un grand nombre de personnes d'origine arabe et européenne.

Depuis 2003, Aceh a été le théâtre d'un conflit renouvelé entre l'armée indonésienne et le mouvement indépendantiste local, au sujet de questions aussi bien économiques que culturelles et religieuses. Un grand nombre de gens d'Aceh estiment que le gouvernement national et des sociétés étrangères profitent de la plupart des avantages économiques provenant de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières de la région. Par ailleurs, une forme plus conservatrice de l'islamisme est pratiquée à Aceh.

Les politiques largement laïques des anciens régimes étaient fort impopulaires à Aceh, où quantité de gens étaient opposés à la politique du gouvernement central visant à promouvoir une « culture indonésienne » unifiée. Ce mécontentement a conduit à des pressions de longue date dans la province en faveur d'une plus grande autonomie, voire la séparation complète, entretenues par le Mouvement de libération d'Aceh (GAM). Certaines administrations locales font également pression pour créer de nouvelles régions autonomes.

Près de la moitié du PIB d'Aceh, qui s'élève à environ 45 milliards de dollars américains, est attribuable au secteur pétrolier; heureusement, ni les champs de pétrole ou de gaz ni l'usine de gaz naturel n'ont été endommagés par le tsunami. Par contre, celui-ci a détruit environ 300 km de régions côtières, à une distance pouvant atteindre 6 km à l'intérieur des terres, ce qui a eu des conséquences disproportionnellement dévastatrices pour les pauvres. Environ 65 % de la population vit de la pêche ou de l'agriculture et 78 % de tous les biens détruits étaient de propriété privée, y compris des maisons, des bateaux de pêche, des fermes et des marchés. Selon les estimations du gouvernement de l'Indonésie en avril 2005, le tsunami a provoqué 126 602 mortalités dans la région, 93 638 personnes manquent toujours à l'appel et le nombre de personnes déplacées s'élève à plus d'un demi-million.



APERÇU DE SULAWESI



En superficie, l'île de Sulawesi occupe le onzième rang au monde et le quatrième en Indonésie. Sa population, atteignant près de 15 millions d'habitants, est répartie sur un territoire divisé en six provinces, dont la superficie totalise environ deux fois celle de l'île de Terre-Neuve. La province de Sulawesi-Sud regroupe environ la moitié de la population. On y trouve la plus grande ville de l'île, Makassar, qui compte environ 1,3 million d'habitants. Près de 80 % de la population y pratique l'islam. La population de Sulawesi-Nord est principalement chrétienne. On trouve également une vaste communauté chrétienne à Sulawesi-Centre.



Sulawesi est l'une des îles les plus pauvres en Indonésie. En 1999, 23,7 % de la population vivait sous le seuil national de la pauvreté. Trois provinces — celles de Gorontalo, de Sulawesi-Sud et de Sulawesi-Sud-Est — comptent parmi les plus pauvres du pays.

Des flambées de violence ont eu lieu dans des communes de certaines régions de Sulawesi-

Centre, causant de nombreux décès et le déplacement de milliers de personnes. Le conflit est dû en partie à l'arrivée de populations musulmanes de Java ou de Madura, habituellement encouragée par l'État, ce qui a troublé l'équilibre ethnique traditionnel. Les populations chrétiennes locales sont dorénavant minoritaires. Des milices de l'extérieur de la région ont contribué à l'accroissement de la violence. Contrairement aux conflits qui ont éclaté à Aceh et en Papouasie, la violence dans la province de Sulawesi-Centre n'a pas été motivée par des visées indépendantistes.

Sulawesi possède de nombreuses richesses naturelles. La mine latéritique de nickel d'Inco Limited, le plus grand investissement canadien en Indonésie, est située à Sulawesi-Sud. L'île est reconnue pour sa production agricole alimentaire et non alimentaire et son paysage montagneux permet la production de quelques-uns des meilleurs cafés du pays. On y trouve également du bois d'œuvre de grande qualité et des terres agricoles qui produisent de la noix de coco, du cacao, du poivre et des épices. Les pêcheries et le tourisme sont également d'importantes sources de revenus. En plus du nickel, l'île dispose de réserves d'or.

CONCLUSION

La quantité considérable de ressources destinées à l'Indonésie pour la reconstruction à Aceh et dans le Nord de Sumatra de même que la présence de plus de 200 organisations en activité sur le terrain pour y offrir une aide mettront à dure épreuve la capacité du pays de gérer sagement ses ressources et de freiner la corruption. La situation se complique davantage en raison du conflit qui sévit à Aceh, lequel risque de perturber les efforts de reconstruction et de menacer la sécurité des travailleurs de l'aide humanitaire. Le gouvernement de l'Indonésie s'est engagé à faire preuve de transparence et d'ouverture et de rendre des comptes relativement à l'administration des fonds de reconstruction. Il a établi un bureau spécial de surveillance financière à Aceh pour assurer la conformité et clarifier le rôle propre aux divers participants, y compris les autorités militaires et les autorités civiles locales. L'ACDI a également assuré sa présence à Banda Aceh pour coordonner ses propres activités avec le gouvernement de l'Indonésie, les responsables locaux et les autres membres de la communauté des donateurs.

En Indonésie, la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité à la pauvreté constitue le défi le plus urgent en matière de développement. L'ACDI collaborera étroitement avec ses partenaires indonésiens et d'autres donateurs pour relever ce défi. L'Agence a pour mandat de réduire la pauvreté. En travaillant en ce sens en Indonésie, elle contribuera au programme du gouvernement du Canada en matière de sécurité, en créant un environnement plus sûr et plus stable, qui aura à son tour des répercussions positives sur le



© ACDI/Nancy Durrell McKenna

développement économique. À cette fin, l'ACDI collaborera étroitement avec Affaires étrangères Canada et d'autres ministères.

Un des principaux objectifs de l'ACDI consiste à assurer la viabilité des acquis en matière de développement et des activités de reconstruction. La transition vers la démocratie en Indonésie et la participation de la société civile au processus de développement du pays devraient fournir une assise plus solide favorisant le progrès au cours des années à venir.